



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE

Arrêté n° 2012/DREAL/67

**Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

VU la demande enregistrée sous le n°2012-n°17, déposée par Raphaël THEOPHILE (SAS CHEVALIER) reçu le 01 août 2012, relative à une demande d'autorisation de défrichement d'un hectare quinze pour la réalisation d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) sur la commune de Beaumont (43) et considéré complet le 08 août 2012 ;

VU l'arrêté du préfet de région n° 2012/SGAR/101 du 4 juillet 2012 portant délégation de signature à Monsieur Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne ;

VU la saisine de l'agence régionale de santé, et de la commission spécialisée du comité de massif en date du 08 août 2012 ;

CONSIDERANT que le formulaire de demande comporte les éléments suffisants pour motiver la décision de l'autorité environnementale ;

CONSIDERANT que le projet de défrichement d'un hectare quinze en vu de la réalisation d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Beaumont (43) relève de la rubrique 51-a) – Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L 311-2 du code forestier et portant sur une superficie totale, même fragmentée, inférieure à 25 hectares – du tableau annexé à l'article R 122-2 du code de l'environnement précisant que la nécessité de réaliser une étude d'impact fait l'objet d'un examen et d'une décision spécifique par l'autorité compétente en matière d'environnement ;

CONSIDERANT l'absence d'effets cumulatifs prévisibles du défrichement envisagé avec d'autres projets ;

CONSIDERANT que le projet de par son emprise et sa localisation, n'est pas de nature à modifier de façon significative le fonctionnement écologique du secteur, et notamment les habitats naturels du « site Natura 2000 – Coteau de Montlaison – La Garenne – Prés salés de Beaumont » situés au nord du projet ;

CONSIDERANT que ce déboisement ne se situe pas dans une zone d'alimentation de captage d'eau destinée à la consommation humaine.

CONSIDERANT que le maintien de la végétation en tête de talus et des haies formées de feuillus sur une largeur d'environ 4 mètres de chaque côté favoriseront l'intégration du projet dans l'environnement (paysage et milieu naturel) ;

CONSIDERANT qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement.

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Le projet de défrichement d'un hectare quinze en vu de la réalisation d'une installation de stockage de déchets inertes présenté par Raphaël THEOPHILE (SAS CHEVALIER), concernant la commune de Beaumont (43), n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis, ni du respect des réglementations en vigueur.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Article 4

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne.

Fait à Clermont-Ferrand, le - 5 SEP. 2012

Pour le préfet de région et par délégation,
le directeur régional,



Hervé VANLAER

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Monsieur le préfet de région

18, boulevard Desaix – 63 033 CLERMONT FERRAND cedex 01

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**2- décision dispensant le projet d'étude d'impact****Recours gracieux :**

Monsieur le préfet de région

18, boulevard Desaix – 63 033 CLERMONT FERRAND cedex 01

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Grande Arche Tour Pascal A et B 92 055 La Défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Clermont-Ferrand

6, cours Sablon 63 000 CLERMONT FERRAND

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

